



Dès le mois de mai 2012, le Comité de Pilotage en charge de l'urbanisme a choisi d'engager la mise en œuvre de la loi sur la majoration automatique de 30% des droits à construire pour les constructions à usage d'habitation, la loi du 20 mars 2012, promue par le précédent Président de la République, Monsieur Nicolas Sarkozy.

Ce texte peut permettre sous condition la création d'une pièce supplémentaire à vivre par l'adjonction d'une annexe habitable, la transformation d'une dépendance ou d'un local contigu à la maison principale, ou encore l'extension pour plus de lumière et plus d'espace. Il s'agit à n'en pas douter d'œuvrer pour une véritable amélioration des conditions de vie dans son logement.

La Commission d'Urbanisme s'est interrogée sur les difficultés d'application de la majoration par rapport aux règles de hauteurs et aux distances d'implantation prescrites par le POS. Ces réflexions sur la majoration ont conduit la Ville à commander une étude d'analyse des conséquences de l'application de la majoration.

A l'occasion de cette étude, d'autres dispositifs de majoration des surfaces habitables ont été étudiés dont notamment celui prévu à l'article L.123-1-11 du Code de l'Urbanisme. Ce dispositif prévoit une majoration des droits à construire de 20% par une augmentation du COS sans modification fondamentale de la forme urbaine des quartiers.

Sur cette même période estivale de réflexion, la loi du 20 mars 2012 a été abrogée (majoration automatique en toutes zones de 30 %). La Ville regrette cette décision qui offrait par les textes la possibilité de majorer les droits à construire des bâtiments d'habitation existants en zones U mais aussi en zones naturelles et agricoles de la Commune.

C'est donc le dispositif de majoration dans les zones urbaines, prévu par l'article L.123-1-11 du Code de l'Urbanisme, que le Conseil Municipal a souhaité soumettre à la concertation.

Aussi, la Ville considère qu'admettre 20% de majoration COS pour l'amélioration des logements anciens c'est :

- permettre l'adaptation de certains logements pour les jeunes ménages
- dynamiser la performance énergétique de l'habitat
- poursuivre la politique d'urbanisme menée par la Ville d'Ollioules au service de ses habitants et de leurs besoins.

Cette initiative ne remet pas en cause les harmonies et équilibres urbains de la Commune.



Robert Beneventi
Maire d'Ollioules

LA MAJORATION DES DROITS À BÂTIR – LES PRINCIPES DE LA DÉLIBÉRATION DU 30 JUILLET 2012

1/A
la majoration est
elle automatique ?

Le dispositif de **majoration automatique** de la loi de mars 2012 a été abrogée par l'Assemblée Nationale ce 25 juillet 2012.

La Ville d'Ollioules a choisi de mettre en œuvre le dispositif de majoration préexistant à celui de mars 2012 – à savoir l'article L 123-1-11 du Code de l'Urbanisme.

1/B
que peut on
majorer ?

Le Conseil Municipal a choisi par délibération du 30 juillet 2012 de soumettre à l'avis du public la proposition de majorer de 20% les seuls droits de COS des constructions à usage d'habitation dans les zones urbaines, dans un périmètre défini préalablement.

1/C
pourquoi majorer
le COS des zones
urbaines ?

Le choix de majorer de 20% le seul Coefficient d'Occupation des Soils des habitations en zones urbaines répond à un triple objectif :

- 1) améliorer l'habitat des Ollioulais en permettant la création d'une pièce supplémentaire, notamment dans les bâtiments existants
- 2) faciliter l'amélioration du confort des logements anciens
- 3) soutenir les démarches de réhabilitation énergétique

La majoration des droits à construire n'est pas automatique, ni accordée sur l'ensemble du territoire communal.

Ne sont concernées que les constructions à usage d'habitation

Cette proposition de majoration n'est pas applicable dans les zones NB, NC et ND du POS d'Ollioules

- aucune réduction des reculs par rapport aux limites de propriété
- aucune augmentation des hauteurs de construction du POS
- le maintien des exigences en matière d'espaces verts

1/ LES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT EN COURS – UN ÉQUILIBRE À NE PAS COMPROMETTRE

1/A
Pourquoi exclure
les périmètres des
opérations
d'aménagement

L'urbanisme communal se compose à la fois de projets individuels et d'opérations d'aménagement d'ensemble.

La conception de ces projets urbains (Panagia, Piédardant, Technopôle) fait souvent l'objet de mesures d'urbanisme spécifiques où l'équilibre fonctionnel et urbanistique est négocié à partir d'études de faisabilité spécifiques.

L'accroissement de densité de projets urbains déjà compacts, plus urbanisés que les autres quartiers de la ville, n'est pas le but recherché par la démarche de majoration des droits à construire



La zone VI NA de la Panagia

Conçue sous forme d'opération d'ensemble, elle dispose d'un COS défini sous forme de m² de Surface de Plancher par sous opération représentant 28 200 m² de droits à bâtir. La majoration du COS n'est pas ici pas souhaitable.

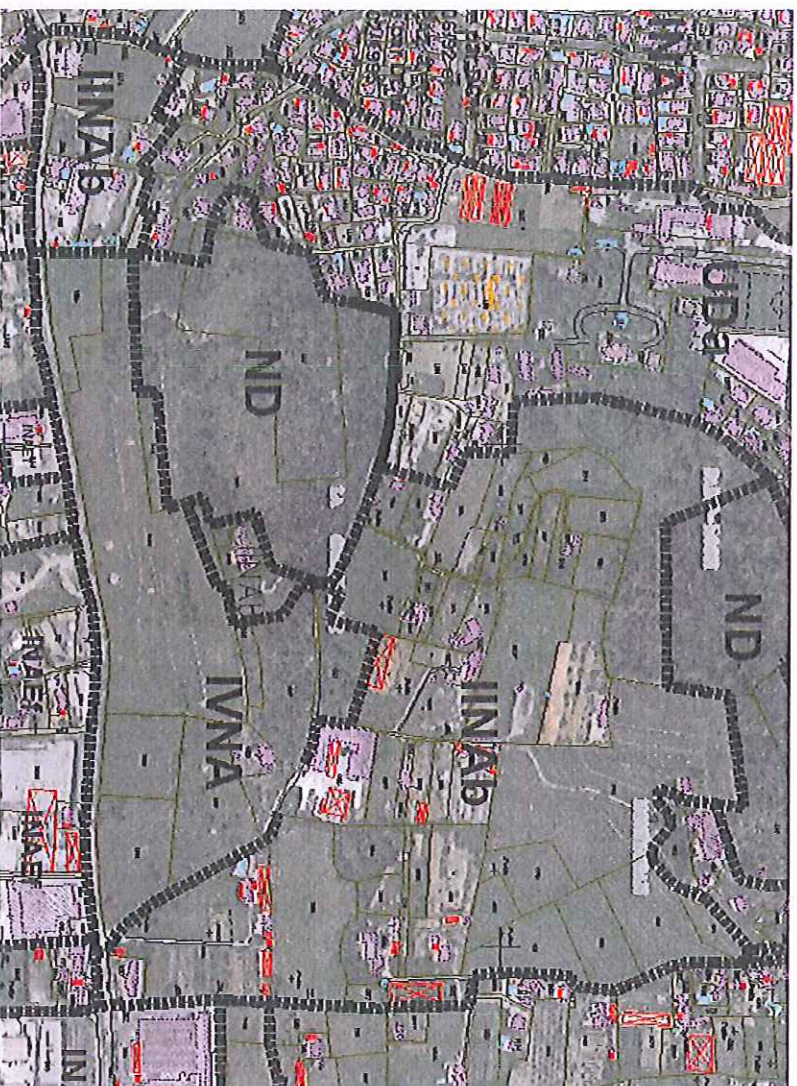


Les zones I NAT de la Cagnarde

Le POS partiel de la Cagnarde a été largement débattu dans ses capacités d'accueil pour lesquelles la Ville a choisi de tempérer les volontés de sur-densification. La majoration du COS n'est donc pas souhaitable dans ce secteur.

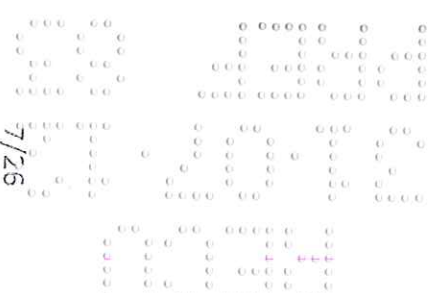
2/ LES ZONES D'URBANISATION FUTURE – UN AVENIR À CONSTRUIRE EN CONCERTATION

2/
Le devenir des
zones II NAb de la
Castellane



La zone II NAb de la Castellane est une zone d'urbanisation future dont la réalisation est prévue par Zone d'Aménagement Concerté ou par Modification du POS. Sa réalisation dépend donc d'une procédure d'aménagement d'ensemble qui reste à définir à ce jour. Dans cette attente, les droits des sols n'autorisent qu'une extension de l'urbanisation existante de 30% dans une limite de 250 m² de Surface de Plancher par unité foncière.

Cette règle d'urbanisme, parfaitement adaptée au statut de zone d'urbanisation future, doit être conservée; la notion d'extension limitée n'étant pas compatible avec le principe de majoration du COS.



3/ LA ZONE DE RISQUE FORT INONDATION DE LA REPPE – UNE DENSIFICATION IMPOSSIBLE

3/B
limiter l'exposition
des personnes et
des biens aux
risques naturels

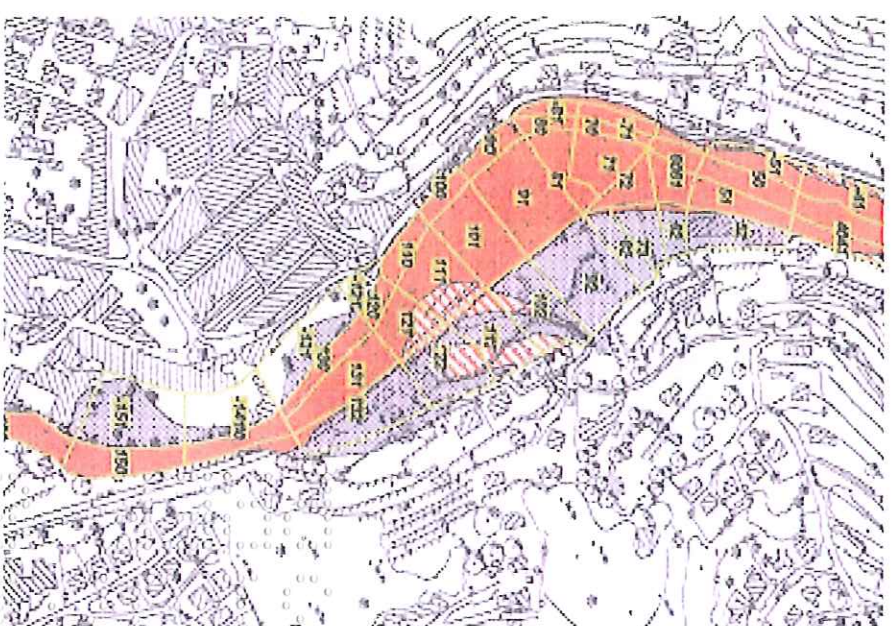
La zone UDC de la Bonnefond dans l'entrée de ville Nord d'Ollioules est également soumise au risques inondations fort de la Reppe

La majoration du COS ne peut y être applicable.

Zone couverte par le PPRI où la majoration est applicable



Extrait du Plan de Prévention des Risques Inondations de la Reppe



4/ LES SECTEURS PAYSAGERS

Les Hauts de Saint-Laze

4/B
protéger les
secteurs paysagers
les plus sensibles

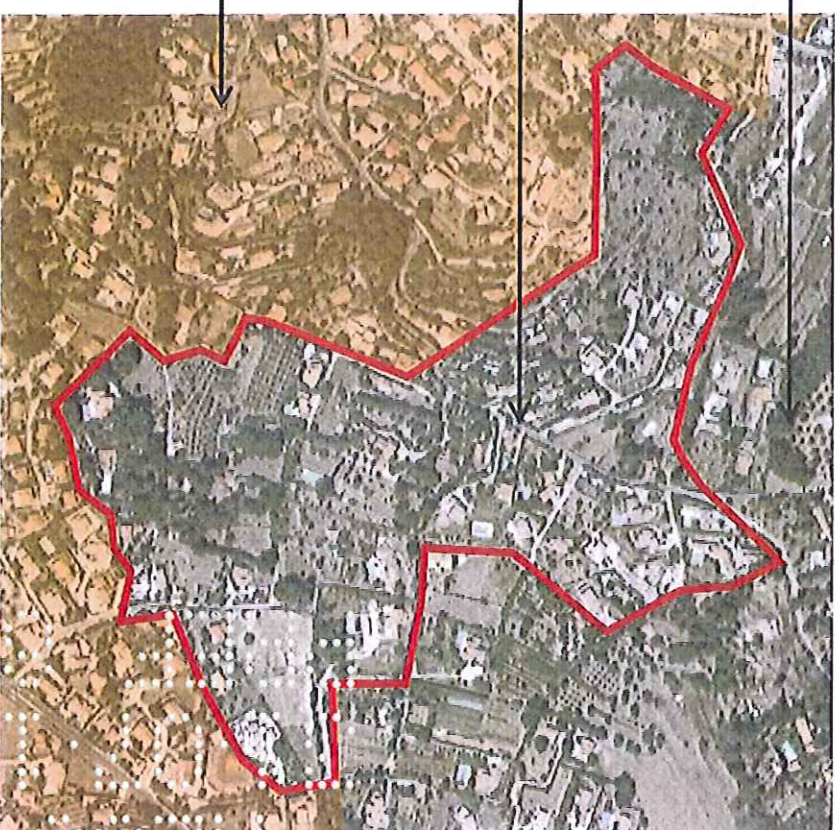
La zone UDD des Hauts de Saint Laze est elle aussi un zone tampon entre l'agglomération d'Ollioules et le grand paysage du Baou des Quatre Aures.

L'accroissement de la densité d'occupation du sol n'est pas cohérente avec les objectifs de protection paysagère recherchée sur ce site.

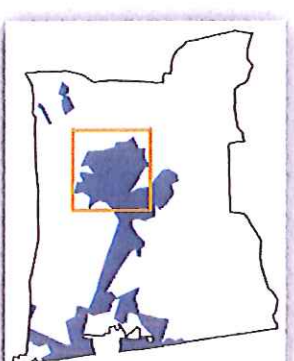
Zones NB : grand paysage du Baou des Quatre Aures

Zone UDD : espace tampon

Zone UDC : secteur où la majoration est possible



1/ LA BAUME – LE ROUSTIDOU – LE PEYRON – CENTRE VILLE



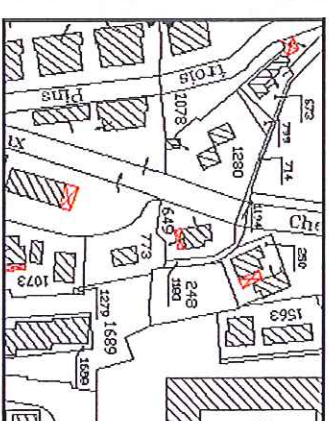
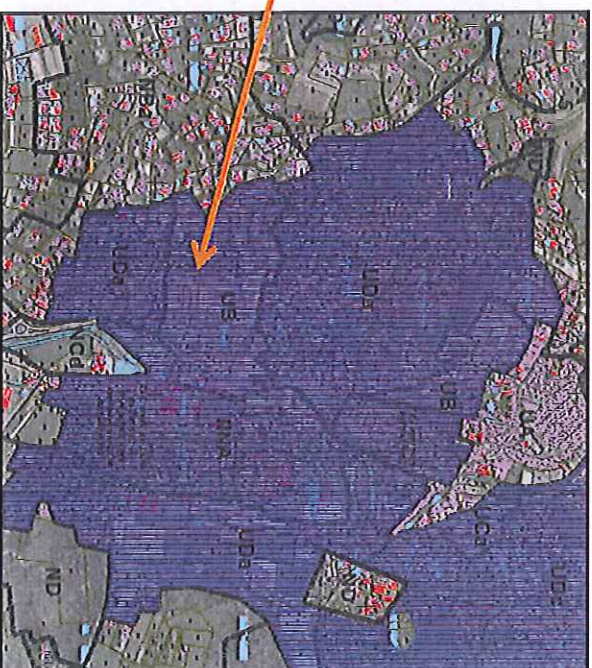
Exemple à titre indicatif

Parcelle type – la Baume : 850 m²

La majoration de 20% du COS dans la zone UB (de 0,60 à 0,72) sur une parcelle d'environ 850 m² apporte un accroissement de 102 m² de droits à construire.

Stagissant essentiellement d'habitat collectif, la plus grande part des constructions de 3 à 4 étages développées dans ce secteur excède déjà largement le COS applicable .

Formule de calcul :
 $(850 \times 0,72) - (850 \times 0,6) = 102 \text{ m}^2$
supplémentaires



Trame parcellaire du secteur



Formes urbaines du secteur



2/ L'ORATOIRE À SAINT LAZE

Exemple à titre indicatif

Parcelle type – le Vallon : 1100 m²

La zone UDC recouvre des réalités urbanistiques diverses.

Sur l'Oratoire et le Vallon, le parcellaire évolue en superficie entre 750 et 2000 m². La majoration de 20% du COS (de 0,25 à 0,30) sur une parcelle d'environ 1100 m² apporte un accroissement de 55 m² de droits à construire.

Formule de calcul :
 $(1100 \times 0,3) - (1100 \times 0,25) = 55 \text{ m}^2$
supplémentaires



Formes urbaines du secteur



Trame parcellaire du secteur

3/ DARBOUSSON – RDN 8

Exemple à titre indicatif

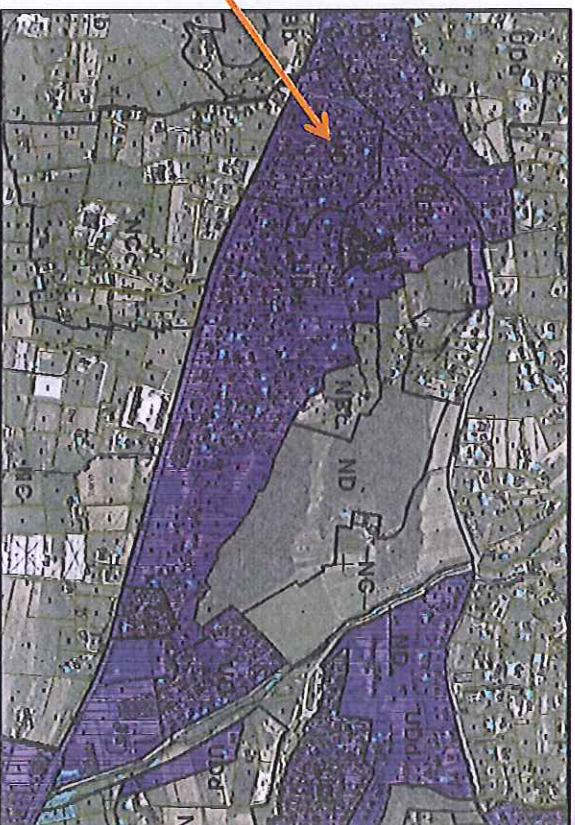
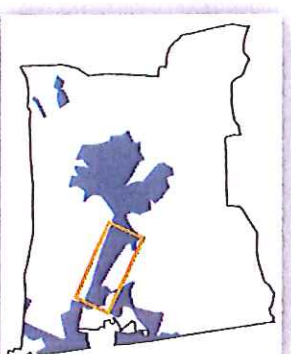
Parcelle type – Darbousson – RDN 8 :
300 m²

La zone UD de Darbousson est une zone fortement urbanisée où prédomine la configuration du lotissement d'habitat individuel développé sur 300 à 400 m² de terrain (parfois moins dans les deux zones UD proches de la Panaggia).

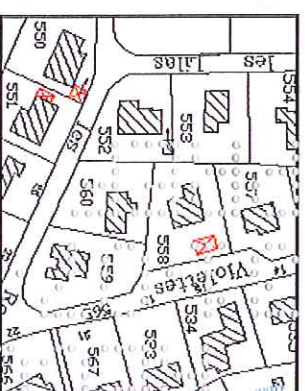
Le principe de majoration de COS est particulièrement adapté à cette typologie d'habitat.

La majoration de 20% du COS (de 0,25 à 0,30) sur une parcelle d'environ 300 m² apporte un accroissement de 15 m² de droits à construire.

Formule de calcul :
 $(300 \times 0,3) - (300 \times 0,25) = 15 \text{ m}^2$
supplémentaires



Formes urbaines du secteur



Trame parcelaire du secteur

4/ LA CORDEILLE – VALLON DES OLIVIERS

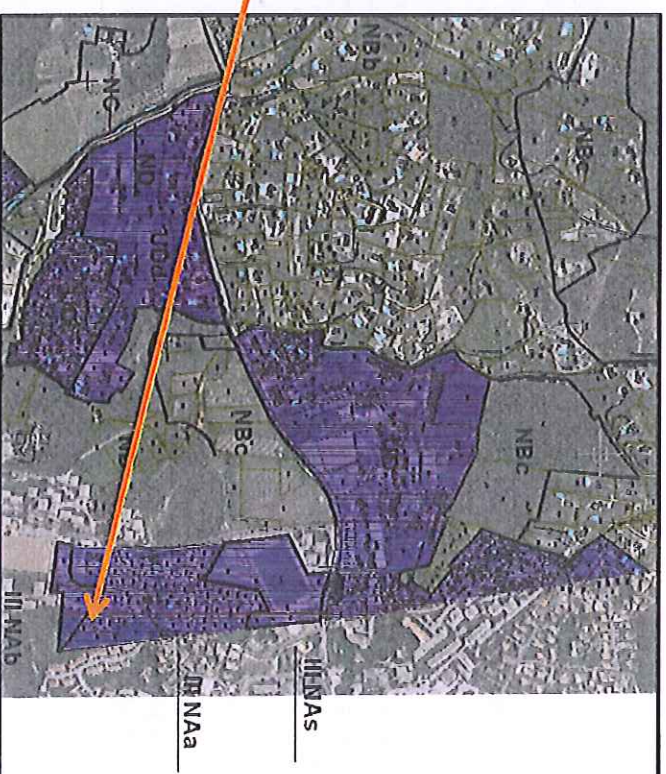
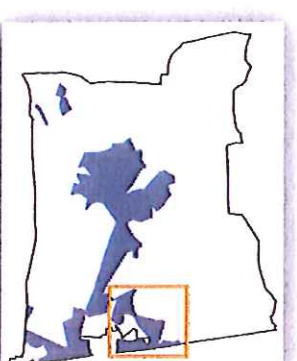
Exemple à titre indicatif

Parcelle type – vallon des oliviers :
575 m²

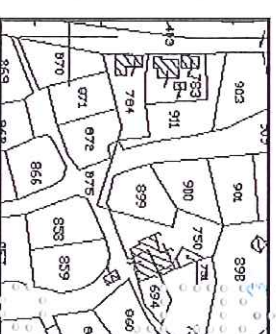
Composé par des grandes opérations pavillonnaires déployant un habitat individuel très compact, le secteur du vallon des Oliviers est une zone III NA bien adapté à la mesure d'accroissement du COS pour les constructions à usage d'habitation.

La majoration de 20% du COS (de 0,25 à 0,30) sur une parcelle d'environ 575 m² apporte un accroissement de 29 m² de droits à construire.

Formule de calcul :
 $(575 \times 0,3) - (575 \times 0,25) = 29 \text{ m}^2$
supplémentaires



Formes urbaines du secteur



Trame parcellaire du secteur

5/ QUIEZ

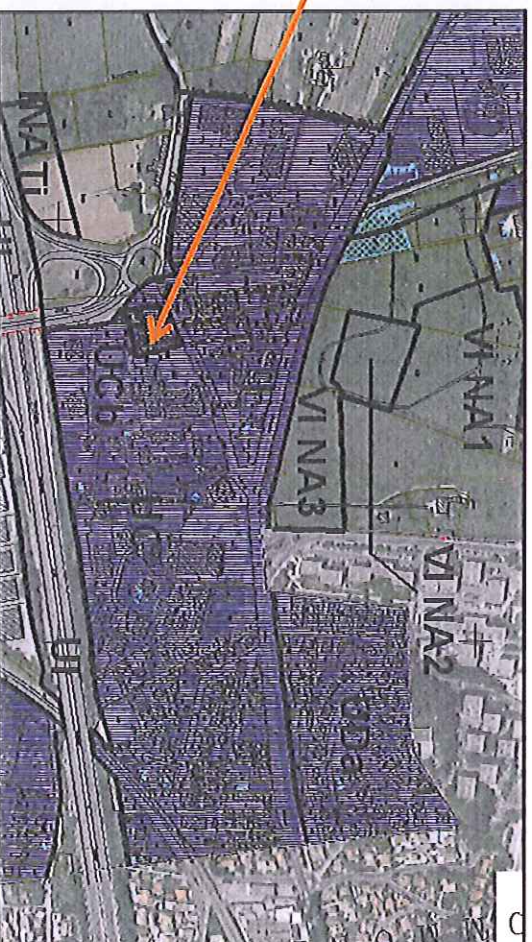
Exemple à titre indicatif

Parcelle type – hameau des Fleurs :
230 m²

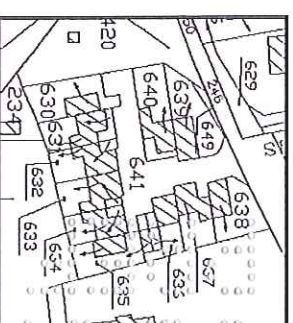
Le hameau des Fleurs forme un des quartiers d'habitat contemporain les plus denses du territoire communal. Il s'agit d'une zone UCb. L'augmentation de 20% du COS peut permettre aux résidents d'envisager la réalisation de volumes supplémentaires, si les règles de prospect le permettent.

La majoration de 20% du COS (de 0,60 à 0,72) sur une parcelle d'environ 230 m² apporte un accroissement de 28 m² de droits à construire.

Formule de calcul :
 $(230 \times 0,72) - (230 \times 0,60) = 28 \text{ m}^2$
supplémentaires



Formes urbaines du secteur



Trame parcellaire du secteur

7/ LES COTES DU PLAN – LE PETIT PLAN

Exemple à titre indicatif

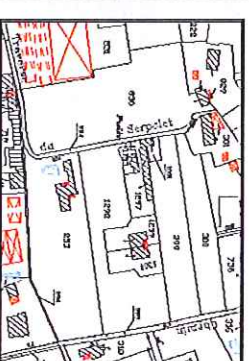
Parcelle type – Les Côtes du Plan : 2500 m²

Les Côtes du Plan sont une zone UE présentant encore plusieurs disponibilités foncières. Les parcelles de grande taille dotées d'un COS relativement bas (0,10) peuvent voir leur capacité de construction facilement renforcée

La majoration de 20% du COS sur une parcelle d'environ 2 500 m² apporte un accroissement de 50 m² de droits à construire.

Formule de calcul :

$$(2\,500 \times 0,12) - (2\,500 \times 0,10) = 50 \text{ m}^2 \text{ supplémentaires}$$



Trame parcellaire du secteur



Formes urbaines du secteur

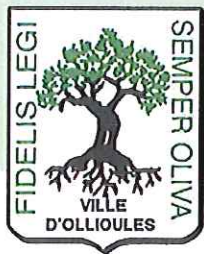


8/ LA MAJORATION DE 20% - QUELS EFFETS POUR MON HABITATION ?

	COS POS avant majoration 20% - article L 123-1-11	COS POS avec majoration 20% article L 123-1-11	Plafond de Superficie de Plancher par unité foncière avant majoration 20%	Plafond de Superficie de Plancher par unité foncière après majoration 20%
Zone UB	0,6	0,72	non réglementé	
Dispositions applicables à la zone UC				
Zone UC	0,4	0,48	non réglementé	
secteur UCa	0,45	0,54		
secteur UCb	0,6	0,72		
Dispositions applicables à la zone UD				
zone UD y compris les secteurs UDa, UDb, UDC	0,25	0,30	non réglementé	
secteur UDD			250	300
Secteur UDD pour les logements sociaux et les constructions répondant aux critères de l'article L 128-1 (performance énergétique)	0,20	0,24	300	360
Dispositions applicables à la zone UE				
zone UE	0,10	0,12	250	300
Dispositions applicables à la zone IIINA				
zone IIINA	0,25	0,30	non réglementé	

Attention : certains secteurs de la Ville d'Ollioules sont couverts par des régimes juridiques particuliers, notamment le régime de Zone d'Aménagement Concerté (Entre les Horts, Bords de Reppe) et de lotissements.

Dans les lotissements répartissant la Surface de Plancher à l'lot de propriété, si le Conseil Municipal entend autorisé la majoration de COS dans ces quartiers, il appartient aux membres de l'Association Syndicale de décider l'intégration de cette majoration dans leur règlement de copropriété.



DEPARTEMENT DU VAR

COMMUNE D' OLLIOULES

Procédure de majoration du Coefficient d'Occupation des Sols

la délibération
d'approbation de la
majoration de 20%
du Coefficient
d'Occupation des Sols

article L 123-1-11
du Code de l'Urbanisme

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 12/07/2.3

SEANCE DU 10 SEPTEMBRE 2012

L'AN DEUX MILLE DOUZE ET LE DIX SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33			

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Christine PAQUET-ROQUEBERT, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

ABSENT(S) :

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u>	OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) :</u>	

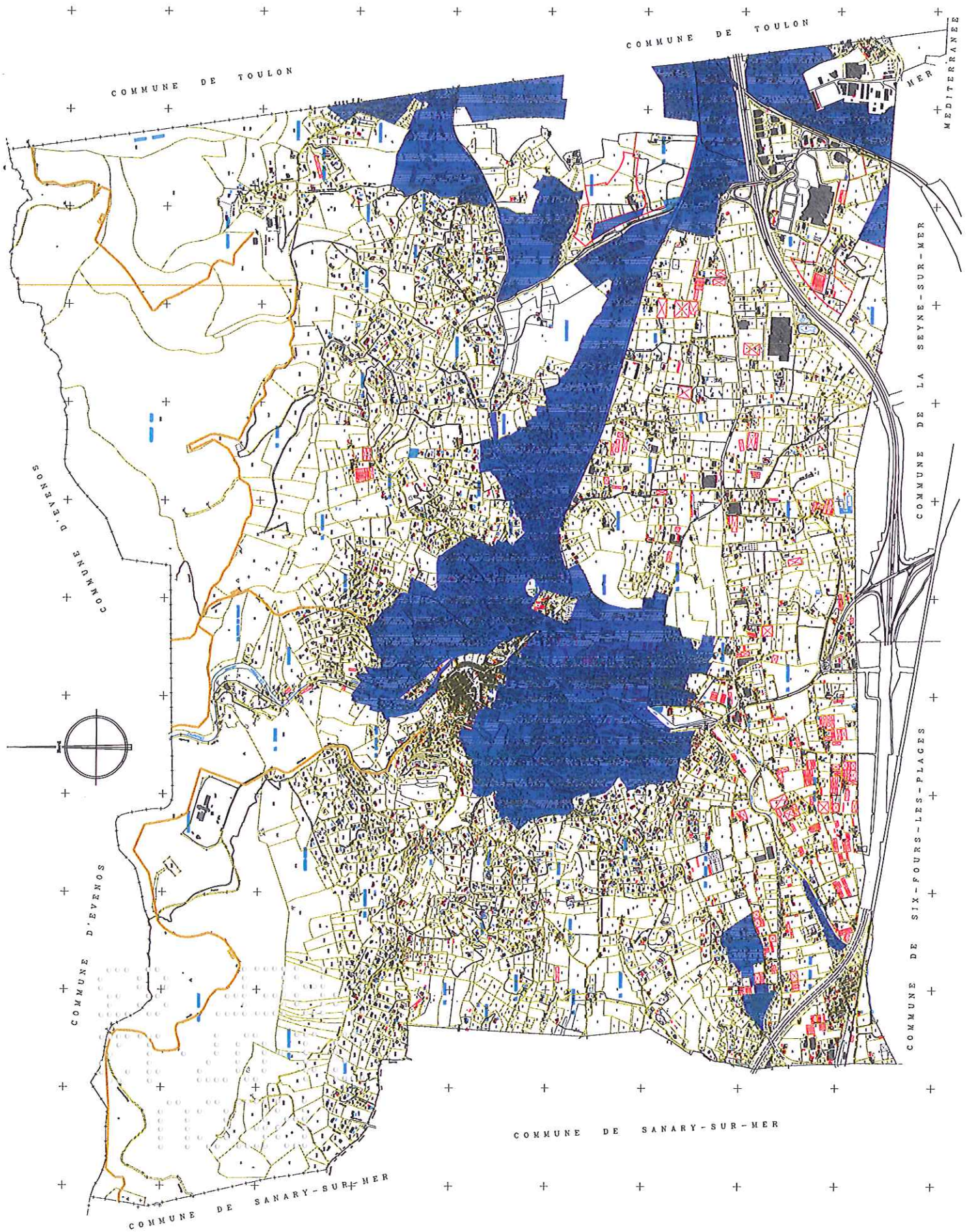
OBJET : Approbation du dispositif de majoration de 20% des droits de densité dans les zones urbaines du POS pour les constructions à usage d'habitation

Monsieur le Maire rappelle les objectifs qui ont présidé à la volonté de la Commune de mettre en œuvre le dispositif prévu à l'article L.123-1-11 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- le besoin exprimé par la population de bénéficier d'un accroissement des droits à construire dans les zones urbaines du POS ;
- la volonté du Conseil Municipal de conserver les équilibres urbanistiques et paysagers du territoire, et notamment de ne pas remettre en cause la forme urbaine composée en maintenant dans le futur PLU les normes de hauteur, de prospect et d'emprise au sol telles qu'elles existent actuellement ;
- la possibilité de procéder à la seule majoration du Coefficient d'Occupation des Sols pour les habitations dans les zones urbaines par l'application des dispositions de l'article L 123-1-11 du Code de l'Urbanisme.

Un dossier de présentation du projet de majoration du COS de 20% dans les zones urbaines du POS a été mis à disposition du public du mercredi 8 août 2012 au vendredi 7 septembre inclus 2012

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 12/07/3.1

SEANCE DU 30 JUILLET 2012

L'AN DEUX MILLE DOUZE ET LE TRENTE JUILLET à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	23	9	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Christine PAQUET-ROQUEBERT, Mireille PEIRANO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Jean-Michel HUGUET, Jean-Paul LEFEVRE, Nicole BERNARDINI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Gérald LERDA, Catherine MARCHAL.

ABSENT(S) :

Fabien DURBEC

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE : OUI</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Attributions de subventions aux associations et organismes divers

Subventions exceptionnelles et diverses 025/6574

- Association Un Mot, une Voix
Création de pièce de théâtre 1.000,00 €
- KIMBAD
Achats de poteaux homologués 1.000,00 €
- A CEC
« loup y'es-tu » à Chateaufallon 600,00 €
- Sur les Chemins de la Comédie
Représentations théâtrales 8, 9 et 10 novembre 2012 800,00 €
- Association SAN NARI Studio 250,00 €

Subventions aux CIL 8223/6574

- CIL de Faveyrolles
Soutien aux actions locales 546,56 €
- CIL Centre Ville
Subvention de fonctionnement 2012 90,00 €
- CIL le Coteau
Subvention de fonctionnement 2012 90,00 €
- CIL St Roch
Subvention de fonctionnement 2012 90,00 €
- CIL Est Ollioulais 675,15 €
- CIL le Coteau
Abattage palmier de Mr TONINELLI 150,00 €
- CIL Quiez
Abattage palmier Mr VARTANIAN 150,00 €

Subventions éducatives 20/6574

- Mr VALVERDE Lucas
Master au Canada 300,00 €

Subventions écoles privées 20/657483

- Lycée Marie France (APREEV)
1 élève ollioulais – séjour à Londres
aux J.O. Paralympiques 50,00 €

Subventions sociales 20/657483

- Banque alimentaire du Var 900,00 €
- Présence Infirmière Olliulaise 300,00 €



LE MAIRE

Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 12/07/3.2

SEANCE DU 30 JUILLET 2012

L'AN DEUX MILLE DOUZE ET LE TRENTE JUILLET à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	23	9	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Christine PAQUET-ROQUEBERT, Mireille PEIRANO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Jean-Michel HUGUET, Jean-Paul LEFEVRE, Nicole BERNARDINI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Gérald LERDA, Catherine MARCHAL.

ABSENT(S) :

Fabien DURBEC

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE : OUI</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Attributions de la prime aux bacheliers 2012

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que la Commune entend renouveler le principe d'une prime aux bacheliers.

Cette prime de 180 € sera allouée sous réserve de satisfaire à certaines conditions rappelées ci-après :

- Lauréat ollioulais au BAC 2012 inscrit en cycle supérieur avec un dossier comportant :
 - Tout document attestant de la résidence depuis 3 ans sur Ollioules ;
 - L'attestation de réussite au baccalauréat ;
 - Tout document attestant de l'inscription en premier cycle supérieur ;
 - Un RIB ou un RIP au nom de l'étudiant.

Le dossier complet devra être remis en Mairie d'Ollioules, Cabinet du Maire, au plus tard le 31 décembre 2012 pour attribution.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 12/07/3.3

SEANCE DU 30 JUILLET 2012

L'AN DEUX MILLE DOUZE ET LE TRENTE JUILLET à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	23	9	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Christine PAQUET-ROQUEBERT, Mireille PEIRANO, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Jean-Michel HUGUET, Jean-Paul LEFEVRE, Nicole BERNARDINI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Gérald LERDA, Catherine MARCHAL.

ABSENT(S) :

Fabien DURBEC

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE : OUI</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Participation aux frais de fonctionnement des écoles publiques – année 2011/2012

Monsieur Richard TOGNETTI, Adjoint au maire, rappelle à l'assemblée qu'en application de l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, les participations aux dépenses des écoles pré-élémentaires et élémentaires publiques ont été prévues.

Pour l'année scolaire 2011/2012, la participation réclamée par la Ville diffère selon qu'il y a accord bilatéral avec la Commune d'origine ou pas. Ainsi, à défaut d'accord bilatéral plafonné par enfant, la participation réclamée par la Ville pour l'année scolaire 2011/2012 est de 1.038 € par an et par élève.

Dans le cas de la mise en œuvre de l'accord bilatéral et après avis de la Ville de Toulon, la participation communale bilatérale est arrêtée pour cette même année scolaire à 410 € par an et par élève contre 400 € l'année précédente.

Ainsi, pour les élèves régulièrement inscrits, les communes verseront la participation financière définie ci-dessus, et, réciproquement, la Ville d'Ollioules participera aux frais de scolarisation

des enfants ollioulais dans les écoles des communes voisines au tarif bilatéral ou au tarif librement fixé par la Commune.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON PRESIDENT,
APRES DELIBERE,

1. ADOPTE les dispositions énoncées ci-dessus.
2. PRECISE que pour l'année 2011/2012 seuls les enfants munis d'une autorisation signée par Monsieur le Maire feront l'objet d'une prise en charge conformément à la législation en vigueur.
3. PRECISE qu'un accord bilatéral est déjà réalisé notamment avec les villes de Toulon, la Seyne sur Mer, Sanary sur Mer et Solliès-Pont et qu'il sera reconduit les prochaines années. Pour l'année scolaire 2010/2011, cet accord été de 400 €. Il passe pour l'année scolaire 2011/2012 à 410 €.
4. DIT que les participations versées par la Ville effectuées sur production d'états récapitulatifs seront imputés au chapitre 6558 rubrique fonctionnelle 20.



LE MAIRE
Robert BENEVENTI

